

Boulimie de profit et salaires allégés

Michel Husson

Rouge n°2104, 24 mars 2005

A ceux qui douteraient de l'existence de la lutte des classes, on recommande l'interview du baron Seillière (*Le Monde* du 16 mars). Sa haine de classe s'étale à l'état pur, en particulier contre le mouvement social qui a imposé au gouvernement un premier recul. Dutreil a brusquement découvert qu'une rallonge, certes modeste (1 %) était envisageable : la mobilisation du 10 mars était passée par là et a montré que les salariés du privé retrouvent le chemin des luttes. Ce n'est donc pas le moment de flancher sur les principes au moment où la violence bourgeoise apparaît dans toute sa crudité. On refuse toute augmentation aux fonctionnaires, mais les impôts des riches baissent constamment, et le gouvernement s'engage à persévérer dans cette voie. Dans le privé, le salaire net moyen a reculé de 0,3 % en 2003 alors que les profits des entreprises battent tous les records : 57 milliards d'euros pour les sociétés du CAC 40 en 2004, soit 64 % de plus qu'en 2003 !

Le gouvernement cherche à temporiser et, dans l'immédiat, à dissocier le mécontentement social de l'échéance européenne. Larcher vient ainsi d'annoncer aux syndicats que la rencontre sur les salaires aura lieu en juin. Quant au patronat, il s'arc-boute sur trois arguments. Le premier est que « la souveraineté salariale est dans l'entreprise ». En réalité le gouvernement pourrait actionner plusieurs leviers : le Smic, l'encadrement des minima conventionnels, les allègements de cotisations et la réglementation sur le temps de travail et les heures supplémentaires. Il n'a évidemment aucune envie de le faire, mais le patronat redoute qu'il cède du terrain sous la pression de la rue, et que la brèche s'élargisse.

Le patronat invoque ensuite la fragilité des PME. Mais certaines d'entre elles, « internationalisées, bien gérées, innovantes (...) sont très rentables » (*Le Monde* du 19 mars). Ou bien elles sont insérées dans des réseaux de sous-traitance et c'est en raison du pompage des grands groupes qu'elles apparaissent moins rentables. Quant à l'argument de compétitivité, il vient d'être réfuté par Seillière lui-même : dire que « le partage de la valeur ajoutée entre les salaires et les profits est stable » revient à reconnaître que la compétitivité ne s'est pas dégradée. En réalité, le patronat entend tout simplement faire gonfler encore ses énormes profits, en engrangeant des gains de productivité sans les restituer aux salariés. Et il est en train de réussir : le PIB augmente avec des effectifs à peu près fixes, et les salaires sont au point mort, si bien que la part des salaires est donc repartie à la baisse : 64,8 % en 2002 à 64,2 % en 2004.

On en arrive à ce paradoxe : les entreprises font tellement de profits qu'elles ne savent plus où l'investir. Une étude de la société de Bourse Cheuvreux montre que les investissements des 45 premières entreprises françaises ont reculé de 12% entre 2001 et 2004. Que faire alors de ce profit non investi, sinon le redistribuer sous forme de dividendes ? Pas étonnant qu'ils aient progressé de 30% sur ces trois ans. Cette « aversion au risque », dit l'étude, remet en cause « la pérennité de la croissance » : mieux vaut en effet moins de croissance et plus de profits, plutôt que l'inverse. L'économiste Patrick Artus parle d'un « capitalisme sans projet » mais en fait, il en a un, et un seul : remplir les poches des actionnaires.

Pour rendre cet acharnement plus présentable, il ne reste qu'une échappatoire : le recours à l'intéressement, à la participation, voire à l'épargne salariale. Mais la ficelle est un peu grosse, car elle consiste, pour résumer, à remplacer une revalorisation globale des salaires par une distribution (réversible) de miettes en partie soustraites aux cotisations sociales, et qui ne concerneraient, au cas par cas, que les entreprises les plus rentables (ou les plus mobilisées). Cela risque d'être un peu court pour désamorcer le mouvement social.